



Bureau  
fédéral du Plan

Analyses et prévisions économiques

---

# Communiqué de presse

---

Bruxelles, le 15 septembre 2000

## Faiblesse de l'euro et prix du pétrole: une évaluation des effets sur l'économie belge

L'augmentation du prix du pétrole et la faiblesse de l'euro entraînent tous deux une poussée de l'inflation mais ont des effets opposés sur la croissance économique: celle-ci pâtit de l'énergie plus chère qui entame le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises, mais profite de la baisse du taux de change de l'euro, qui rend les exportations belges plus compétitives sur les marchés extérieurs à la zone euro. Le Bureau fédéral du Plan s'est efforcé de mesurer l'ensemble de ces effets.

### 1. Introduction

Lors de la publication en avril dernier des Perspectives 2000-2005, le Bureau fédéral du Plan s'est basé sur les prévisions de marché pour un certain nombre d'indicateurs de prix comme le prix du pétrole, les taux d'intérêt ou le taux de change.

Le Bureau fédéral du Plan mettait cependant en garde contre une possible augmentation du prix du pétrole. Les effets d'une augmentation du prix du pétrole de 10\$ le baril, mettant celui-ci à un prix de plus de 30\$, étaient calculés.

Depuis le mois d'avril, un choc externe de grande ampleur s'est produit: la dépréciation de l'euro, la hausse des prix du pétrole et la hausse des taux d'intérêt à court terme. En juillet, lors de la publication du Budget économique (qui est habituellement pris pour base dans la confection du budget de l'Etat fédéral), ces phénomènes ont été partiellement pris en compte.

Le Bureau fédéral du Plan a tenté d'évaluer l'impact de l'évolution de l'euro et du prix du pétrole d'une part, depuis la publication au mois d'avril des Perspectives à moyen terme et, d'autre part, depuis la publication en juillet du Budget économique.

### 2. Le scénario d'évolution du prix du pétrole du taux de change et des taux d'intérêt

Compte tenu des cotations sur les marchés "spot" et à terme du pétrole et des changes, le Bureau fédéral du Plan a construit un nouveau scénario qu'il y a lieu de comparer avec celui des "Perspectives économiques 2000-2005" d'avril 2000.

Selon ce nouveau scénario:

- le taux de change du dollar en euro est relevé de 10%, ce qui donne un cours moyen en 2000 de 0,92 USD par euro. Cet écart de 10% est maintenu sur la période 2001-2005;

- le prix du baril de pétrole est relevé de 23,5% en 2000, ce qui donne un prix moyen pour l'année de 28,9 USD. Pour les deux années suivantes, on a tenu compte des cotations du baril de pétrole sur les marchés à terme. Il s'ensuit que, dans ce scénario, le prix du baril atteint en moyenne 28,2 USD en 2001 (+ 31,2% par rapport à la simulation de base) et 24,9 USD en 2002 (+12,7% par rapport à la simulation de base). De 2003 à 2005, le prix du baril s'accroît, tout comme dans la simulation de base, de 2,6% par an. Il approche les 27 USD en 2005.

Par ailleurs, on suppose que les taux d'intérêt réels se maintiennent à leurs niveaux atteints dans le scénario de référence. Les taux nominaux sont donc majorés au prorata du regain d'inflation.

Tableau 1: Nouveau scénario d'évolution du taux de change du dollar et du prix du baril de pétrole

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>Taux de change (\$ par Euro)</b>							
- Nouveau scénario	1,066	0,922	0,932	0,937	0,941	0,946	0,951
- Perspectives économiques 2000-2005	1,066	1,024	1,036	1,041	1,046	1,051	1,057
<i>Différence</i>		-10%	-10%	-10%	-10%	-10%	-10%
<b>Prix du baril (Brent - USD)</b>							
- Nouveau scénario	17,6	28,9	28,2	24,9	25,5	26,2	26,9
- Perspectives économiques 2000-2005	17,6	23,4	21,5	22,1	22,6	23,2	23,8
<i>Différence</i>		+23,5%	+31,2%	+12,7%	+12,8%	+12,9%	+13%

### 3. Analyse des effets du choc externe depuis le mois d'avril

#### 3.1. Effets de l'appréciation du dollar

L'appréciation de 10% du taux de change du dollar a surtout pour effet de stimuler les exportations belges de biens et services (plus de 1% à moyen terme) tant vers les économies extérieures à la zone euro que vers le reste de la zone; la compétitivité accrue de la zone euro entraîne en effet une augmentation de l'activité économique, donc une expansion des marchés d'exportation, dans la zone euro elle-même.

Il en résulte un effet positif global sur le PIB (la croissance économique s'accroît de 0,4% en 2000 et de 0,3% en 2001) et l'emploi (17 000 emplois à moyen terme). L'inflation s'accélère (+0,5% à court terme, +0,1 à 0,2% à moyen terme).

L'amélioration du contexte économique se répercute sur les finances publiques: à partir de 2001, la capacité de financement de l'ensemble des administrations publiques progresse de 0,15% du PIB environ.

#### 3.2. Effets de la hausse du prix du baril

L'accroissement des prix énergétiques réduit la progression de la demande intérieure et de la demande extérieure. L'accroissement des coûts de production dans la zone euro et le ralentissement subséquent de l'activité économique dans la zone euro se répercutent sur les exportations belges. Les effets négatifs sur l'emploi se conjuguent avec la perte de pouvoir d'achat des ménages qu'engendre la non-prise en compte du prix de certains produits pétroliers dans l'indice-santé, ce qui entraîne un recul de la demande intérieure. La croissance économique en 2000 et 2001 faiblit (de 0,4% et 0,2% respectivement). La légère reprise enregistrée ensuite s'explique par la légère baisse des prix pétroliers supposée en 2002.

L'inflation s'accélère: +0,5% environ la première année; +0,4% la deuxième année. On enregistre une dégradation de l'emploi.

La balance extérieure courante est également affectée négativement, en raison de l'alourdissement de la facture énergétique. Cette dernière est majorée de 54 milliards en 2000 et de 78 milliards en 2001. Pour les ménages seuls, le supplément de facture énergétique atteint 13 milliards en 2000 et 20 milliards en 2001. En volume, les consommations d'énergie sont toutefois légèrement réduites par rapport aux niveaux calculés dans la simulation de base. Le recul des consommations d'énergie atteint 1,6% en 2000 et 2,5% en 2001.

L'impact sur les finances publiques est négatif: la capacité de financement de l'ensemble des administrations publiques recule de 0,3% du PIB environ la première année et de 0,5% la deuxième année. Cette dégradation s'explique à la fois par une forte hausse des dépenses courantes et par un tassement, à court terme des recettes (à moyen terme, celles-ci se redressent légèrement). L'augmentation des dépenses primaires est liée à l'accélération de l'inflation (qui vient gonfler la consommation publique et les dépenses de transfert) et à la hausse du chômage. En outre, on note une hausse des charges d'intérêt, générée par l'augmentation des taux d'intérêt et par la dégradation du solde primaire. Les recettes fiscales directes reculent tant à court qu'à moyen terme, en raison de la baisse des revenus et des bénéfices des sociétés. Les recettes indirectes ne se dégradent que les deux premières années. On observe initialement une baisse des recettes d'accises, due au recul de la demande de produits énergétiques, qui annule plus ou moins l'augmentation des recettes de TVA sur ces mêmes produits. A moyen terme, les impôts indirects sont en légère hausse (l'effet de hausse des prix supplante les effets revenus). Enfin, les recettes de cotisations sociales bénéficient du gonflement des assiettes nominales (en liaison avec l'accélération de l'inflation).

### 3.3. Effets globaux

L'effet global sur la croissance économique est faible; on enregistre cependant un recul de la composante intérieure de la croissance, au profit de la composante extérieure. Le contenu en emploi de la croissance progresse, du fait d'un recul des gains de productivité. La capacité de financement de l'ensemble des administrations publiques recule de 0,3% du PIB environ les deux premières années, comparé à la situation prévalant dans la simulation de base.

Tableau 2 - Effets macroéconomiques de l'appréciation du dollar et de l'augmentation du prix du pétrole brut (écart par rapport à la simulation de référence, sauf mention contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
- <b>Croissance réelle du PIB, dont</b>	-0,08	0,10	0,09	-0,09	-0,01	0,00
. effet de l'appréciation du dollar	0,36	0,29	-0,12	-0,06	-0,03	-0,02
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-0,43	-0,18	0,20	-0,03	0,02	0,02
- <b>Contribution à la croissance économique</b>						
. Demande intérieure	-0,48	0,03	0,04	-0,14	-0,00	0,00
. effet de l'appréciation du dollar	0,00	0,21	-0,17	-0,05	0,00	0,00
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-0,49	-0,16	0,20	-0,09	0,00	0,01
. Exportations nettes	0,40	0,07	0,04	0,05	0,02	0,01
. effet de l'appréciation du dollar	0,34	0,09	0,05	-0,01	0,00	-0,01
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	0,06	-0,02	0,00	0,06	0,02	0,01
- <b>Emploi (écart de niveau x 1000)</b>	1,91	5,54	9,35	9,60	11,20	12,40
. effet de l'appréciation du dollar	8,04	14,80	14,87	15,59	16,58	17,43
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-6,02	-9,02	-5,42	-5,92	-5,41	-5,07
- <b>Hausse des prix à la consommation</b>	1,06	0,49	0,03	0,16	0,15	0,11
. effet de l'appréciation du dollar	0,52	0,08	0,18	0,16	0,18	0,14
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	0,52	0,39	-0,15	-0,01	-0,03	-0,04
- <b>Inflation mesurée sur base de l'indice santé</b>	0,88	0,48	0,14	0,16	0,15	0,11
. effet de l'appréciation du dollar	0,47	0,09	0,19	0,16	0,18	0,15

Tableau 2 - Effets macroéconomiques de l'appréciation du dollar et de l'augmentation du prix du pétrole brut (*écart par rapport à la simulation de référence, sauf mention contraire*)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	0,39	0,37	-0,05	-0,01	-0,03	-0,04
<b>- Capacité de financement de l'ensemble des administrations publiques (écart en milliards de BEF)</b>	<b>-26,2</b>	<b>-34,7</b>	<b>-21,5</b>	<b>-19,0</b>	<b>-17,0</b>	<b>-14,0</b>
. effet de l'appréciation du dollar	4,3	16,1	16,6	18,4	21,3	24,9
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-29,1	-48,1	-36,0	-35,1	-35,8	-36,2

#### 4. Effets du choc externe depuis le mois de juillet

L'appréciation du dollar et la hausse du prix du baril étaient cependant partiellement acquises lors de l'élaboration des "prévisions économiques 2001" (ou "budget économique" de juillet 2000) proposées au gouvernement pour asseoir la préparation du budget 2001; l'impact sur ces prévisions du choc subi par l'économie belge est donc plus limité (voir tableau 3).

Tableau 3 - Effets macroéconomiques de l'appréciation du dollar et de l'augmentation du prix du pétrole brut depuis le budget économique en juillet 2000 (*écart par rapport à la simulation de référence, sauf mention contraire*)

	2000	2001
<b>- Croissance réelle du PIB, dont</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
. effet de l'appréciation du dollar	0,1	0,1
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-0,1	-0,1
<b>- Hausse des prix à la consommation</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>
. effet de l'appréciation du dollar	0,2	0,0
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	0,2	0,2
<b>- Inflation mesurée sur base de l'indice santé</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
. effet de l'appréciation du dollar	0,2	0,0
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	0,1	0,2
<b>- Capacité de financement de l'ensemble des administrations publiques (écart en milliards de BEF)</b>	<b>-7,8</b>	<b>-11,7</b>
. effet de l'appréciation du dollar	1,8	7,2
. effet de l'augmentation du prix du pétrole brut	-9,6	-18,9

Les effets de la dépréciation de l'euro et de l'augmentation du prix du pétrole sur la croissance du PIB s'annulent. Par contre, ces effets s'additionnent lorsqu'il s'agit de l'inflation. Le solde budgétaire de l'Etat subit une perte d'environ 8 milliards en 2000 et de 12 milliards en 2001.

Cette évaluation des effets du choc est basée sur un scénario relativement favorable mais qui n'est pas dénué de risques. En effet, dans le scénario, le prix du pétrole se stabilise légèrement sous les 30\$ le baril en 2001, la dépréciation de l'euro est temporaire et celui-ci remonte progressivement pour se stabiliser autour de 0.92 dollar.

Le premier risque est que ce choc externe ne soit pas temporaire et que les prix et taux de change que l'on observe aujourd'hui perdurent. Le second risque est lié aux répercussions du choc sur les prix et les coûts internes. Ces répercussions sont de deux ordres: l'inflation intérieure par la spirale prix-salaires et le dérapage éventuel des finances publiques suite au choc et aux éventuelles politiques d'accompagnement.

En Belgique, grâce à l'indice santé, les augmentations du prix du pétrole ne sont pratiquement pas répercutées dans les coûts salariaux, ce qui limite l'impact du choc pétrolier sur la rentabilité des entreprises et sur l'inflation et, donc, sur la croissance à long terme.

En conséquence, dans le scénario envisagé, l'inflation sous-jacente ne subit qu'un choc temporaire de faible ampleur. Si tel est le cas dans l'ensemble de la zone euro, une réaction vigoureuse de la politique monétaire, qui ralentirait la croissance dans les années à venir, est peu probable.

Il est utile de rappeler à ce sujet que la hausse de l'inflation et les réactions des taux d'intérêt réels ont été à l'origine de la croissance lente et de l'effet boule de neige qui ont suivi les chocs pétroliers des années 70.

Même si, contrairement aux années 70, les situations financières des Etats se sont assainies, elles restent très vulnérables face à ce type de choc en raison du haut niveau des dettes publiques. Le maintien de politiques budgétaires saines et de politiques salariales non inflationnistes devraient permettre de réduire les effets du choc à long terme.